

2 June 2026

Hello, members of SECU.

I watched today's meeting, where Liberal Anthony Housefather specifically invited submissions to be emailed directly to committee members at [firstname].[lastname]@parl.gc.ca because the Liberals refuse to wait for official languages to be respected before steamrolling Canadians' privacy rights.

Bill C-22 is bad law. It compromises technological security. It will result in more police surveillance of innocent Canadians, especially racialized populations. It would allow the Minister to make secret orders. The government is rushing Bill C-22 through with disregard for the opinions of privacy experts, tech companies, and regular Canadians who want a government that respects both democracy and the Charter.

Despite the Chair's ruling, it is indeed a breach of privilege to force members to do clause-by-clause before they've even received the briefs submitted by the experts invited to appear at committee. If the committee can't meet its official language obligations within its timelines, then it is the timelines that must yield, not official language rights and the rights of members to receive evidence.

Last week, in response to public backlash, the government agreed that it would amend Bill C-22. Given the breadth of the problems with the bill as drafted, it is bad faith for the government to have insisted that amendments were due yesterday. These are not the actions of a government that respects Canadians, evidence, the Charter and democracy.

I invite you to do better.

J'ai écouté la réunion aujourd'hui, où le député Libéral Anthony Housefather a invité des soumissions par courriel directement aux membres du comité à [prénom].[nom de famille]@parl.gc.ca parce que les Libéraux refusent d'attendre à ce que les droits linguistiques soient respectés avant d'écraser le droit à la vie privée des canadien.nes.

Le projet de loi C-22 est mal écrit. Il compromet la sécurité technologique. Il augmenterait la surveillance policière des canadien.nes innocent.es, particulièrement parmi les communautés racialisées. Il permettrait au ministre de prendre des arrêtés secrets. Le gouvernement expédie le projet de loi C-22 sans regard pour les opinions des experts dans la vie privée et la technologie, ni les opinions des canadien.nes qui veulent que leur gouvernement respecte la démocratie et la Charte.

Contrairement à la décision du président, c'est bien un atteinte au privilège des membres d'exiger le vote avant de recevoir les mémoires des experts invités à apparaître devant le comité. Si le comité n'est pas en mesure de respecter les droits linguistiques dans ses échéances, c'est alors ces échéances qui doivent céder, non les droits linguistiques des membres et leur droit de recevoir des mémoires.

La semaine dernière, en réponse aux objections du publique, le gouvernement a accepté de modifier le projet de loi C-22. Vu l'ampleur des problèmes avec le projet de loi actuel, c'est de la mauvaise foi pour le gouvernement d'avoir insisté que les modifications soient soumises hier. Ce n'est pas la conduite d'un gouvernement qui respect les canadien.nes, les preuves, la Charte et la démocratie.

Je vous invite à faire mieux.

CKirkby

Ottawa